



## Le blog à plusieurs

[7] *Climat et crédibilité* – Célestine NOYER

*Banques centrales et réchauffement climatique.*

Beaucoup de « consensus scientifiques » ont fait leur temps et puis ont sombré dans les abysses du passé.<sup>{1}</sup>

Au début des années 1970, un prétendu « consensus scientifique » affirmait que la Terre se refroidissait et qu'une nouvelle ère glaciaire était à notre porte.<sup>{2}</sup>

Ensuite, un « consensus scientifique », apparemment plus sérieux (mais...), serait né sur l'origine humaine du réchauffement climatique en cours. *Par pure mesure de précaution, faisons comme si celui-ci est valide et durable. Et faisons-le bien!*

Or, il n'y a aucun consensus scientifique et social sur la réponse à apporter à ce réchauffement: avec ou sans le nucléaire? Et si c'est avec: à l'uranium ou au thorium? Etc. etc. Même sur l'éolien, les écologistes affichés ne sont pas d'accord entre eux.

Les vieilles coteries fossiles font place à des coteries soi-disant éco-responsables: le fossile relooké par une séquestration problématique du CO<sub>2</sub>, le nucléaire qui prétend pouvoir bientôt absorber ses déchets, l'éolien à tout vent, le solaire qui fait tout briller et l'hydrogène pour tout avec un grand H. Que ces nouvelles coteries se comportent comme les anciennes – instrumentalisation de la Science, battages médiatiques... –, n'étonnera personne. Combien de miroirs aux alouettes pour primo-investisseurs à plumer et de subventions à flamber?

Que les dirigeants politiques ne donnent pas l'impression, malgré leurs belles paroles, de prendre le sujet au sérieux, n'est pas non plus étonnant. Ne serait-ce qu'en raison de tous les autres problèmes urgents dont les solutions ont été sans cesse différées en l'absence de consensus social sur lesdites solutions.

Qu'un quotidien qui tient à son statut de journal de référence comme *Le Monde* a publié il y a quelques mois une tribune en la présentant comme étant rédigée par trois « spécialistes du climat » alors qu'aucun de ses trois auteurs n'est climatologue <sup>{3}</sup> et qu'il abreuve ses lecteurs de nouvelles et d'analyses alarmantes dont certaines seraient plutôt à classer alarmistes <sup>{4}</sup>, cela peut chagriner et, de plus, paraître contre-productif.

Par contre, ce qui est très dérangent, c'est ce qui se passe du côté des banques centrales.

Ces institutions ayant en charge les monnaies fiduciaires, par nature peu fiables, elles sont traditionnellement très attentives à la crédibilité de leurs déclarations et décisions. Comme l'économie n'est pas une science exacte {5}, il leur faut être d'autant plus circonspect – quoique, quand la situation devient grave, le mensonge même patent soit de rigueur. [ Il ne faut pas désespérer le PIB! – merci Jean-Paul SARTRE! ]

Or, là aussi, le bas commence à blesser. L'ex-président des banques centrales canadienne, puis britannique est devenu le Mister Climate de l'ONU et plaide sans relâche pour une initiative des banques centrales contre le réchauffement climatique. Ces institutions n'ont aucun mandat pour ce faire, mais toute organisation tend à agrandir son champ de manœuvre... {6}

Jusqu'à présent, la Federal Reserve reste réservée, laissant à César ce qui, en toute rigueur démocratique, lui appartient.

Mais la Banque Centrale Européenne piaffe et se pousse du col depuis quelques mois... Elle vient de publier un rapport dont le compte rendu dans *Le Monde* {7} est propre à faire se dresser sur ses ergots épistémologiques tout être [m/f/...] tant soit peu scientifique: la BCE prétendrait maintenant prévoir le BIP de l'an 2100! Sa présidente aurait-elle aussi trouver la recette pour vivre jusqu'à cette date afin de vérifier en temps réel la réalisation de sa prophétie?

Le but officiel de ce rapport serait d'inciter les gouvernements à mettre les bouchées triples pour la transition énergétique. On peut aussi y voir une tentative de justifier une initiative prochaine plus concrète de la BCE. Mais dans l'un et l'autre cas, le -10% annoncé en cas d'inaction politique ne fait pas le poids. Après tout le battage de fin du monde depuis plusieurs années, l'enjeu est ce si peu? {8}

Ou bien le compte rendu du *Monde* est-il aussi hors sol que celui qu'il avait consacré au jugement du tribunal de La Haye {9} sur la politique énergétique de Shell? *Je finirai ce billet quand j'aurai lu le rapport en question. À bientôt?*

## NOTES

{1} Trois de ces consensus obsolètes sont mentionnés par Luc CITRONNIER dans son billet « Trains à hydrogène et coûts fumants... » (<sup>ici</sup>, Discussion [2.1]).

Une remarque préliminaire est peut-être utile sur l'expression « climato-sceptique » qui tend à qualifier aussi bien de vrais « climato-sceptiques » que d'authentiques « climato-négationnistes » comme Donald TRUMP. La confusion provient de la nature de ceux qui l'entretiennent: les dogmatiques, qui ne tolèrent aucun doute sur leurs convictions, les croyants qui agonissent de même manière « chancellants », agnostiques et athées. Le sceptique est utile à la science par sa méfiance à l'égard de toutes les apparences, y compris les apparences scientifiques. Le scepticisme est un courant de pensée tout à fait respectable: son interrogation rationnelle sur les limites de la connaissance humaine n'est pas un luxe inutile face aux scientismes, dangereux et trop souvent dominants. Utiliser les termes « scepticisme/sceptique » pour stigmatiser est un signe évident de dogmatisme sectaire.

{2} Des articles annonçant une nouvelle ère glaciaire parurent épisodiquement dans les années 1930-'60, même dans des revues scientifiques. Ce phénomène, qui existe encore marginalement de nos jours, prit de l'ampleur dans les années 1970-'78: « On April 28, 1975, *Newsweek* published a provocative article, « The Cooling World », in which writer and science editor Peter Gwynne described a significant chilling of the world's climate, with evidence accumulating « so massively that meteorologists are hard-pressed to keep up with it ». He raised the possibility of shorter growing seasons and poor crop yields, famine, and shipping lanes blocked by ice, perhaps to begin as soon as the mid-1980s. Meteorologists, he wrote, were « almost unanimous » in the opinion that our planet was getting colder. [ ] Scores of similar articles, some with even more dire predictions

of a « little ice age » to come, appeared during the 1970s in such mainstream publications as *Time*, *Science Digest*, *The Los Angeles Times*, *Fortune*, *The Chicago Tribune*, *New York Magazine*, *The New York Times*, *The Christian Science Monitor*, *Popular Science*, and *National Geographic* » (ici). Quelle coterie était-elle à l'origine de ce millénarisme?

**{3}** Il s'agit de: Gaël GIRAUD, Jean-Marc JANCOVICI & Laurence TUBIANA, « Réchauffement climatique: « Développer des projets pétroliers et gaziers reviendrait à verrouiller l'économie mondiale dans la dépendance aux hydrocarbures » » (ici). Le premier est économiste, le second consultant en énergie; quant à Laurence TUBIANA, elle a une formation et une carrière en économie, politique, administration... sa fonction à l'European Climate Foundation (ici) n'en fait pas une climatologue. L'appellation « spécialistes du climat », due à la rédaction du quotidien, montre bien que tous les moyens sont bons pour faire croire à un « consensus scientifique » sur ce sujet.

Hélas, la tribune en question était elle-même manipulatrice. Par exemple, elle affirmait ceci:

« ...en octobre 2020 le ministre de l'économie, Bruno Le Maire, a proposé aux députés un « plan climat » pour les financements export français, visant à subventionner les énergies fossiles jusqu'en 2035 au moins.

Des financements qui ont, par exemple, permis ces dernières années à la France d'utiliser l'argent du contribuable pour garantir d'immenses projets gaziers en Arctique ou au large du Mozambique. »

Formulation trompeuse, car il n'est en fait question d'aucune subvention ni même de financement, mais seulement de garanties de prêts. Un article de Nabil WAKIM dans *Le Monde* du même jour que cette tribune, l'indique clairement:

« Concrètement, le soutien français aux énergies fossiles à l'étranger passe par le système de garanties d'export. L'État, à travers la banque publique d'investissement, Bpifrance, se porte garant de prêts auprès des banques pour les entreprises françaises qui participent à des projets gaziers ou pétroliers, des raffineries ou qui équipent des centrales électriques au gaz ou au charbon. C'est le cas du grand site gazier Yamal LNG, porté par Total en Russie, ou des turbines à gaz exportées par l'usine General Electric de Belfort » (ici).

Il n'y a donc pas un sou qui sort aussi longtemps qu'il n'y a pas défaut, ce qui a peu de chances de se produire.

En outre, ces « garanties export » sont une activité lucrative pour l'organisme public qui les gèrent, la Bpifrance (voir l'article de l'AGEFI du 30 août 2015 intitulé « Coface transfère à Bpifrance la gestion des garanties publiques à l'export » (ici)).

Et Gaël GIRAUD ne le saurait pas, lui qui a été, de 2015 à 2019, économiste en chef et directeur exécutif de l'Agence française de développement (ici)? Dois-je imaginer l'une de ses fréquentes petites affaires où l'auteur d'une tribune rédigée au dernier moment réussit à racoler à la hâte quelques signatures prestigieuses? **{3a}**

Le lecteur qualifiera comme bon lui semble le procédé de polémique populiste (mensonge sur « l'argent du contribuable »); pour moi, c'est de l'agit-pas-propre!

Sans compter que prétendre que « Dans les faits, sans ce mécanisme, nombre de projets ne seraient pas viables, car la garantie apportée par l'État permet de convaincre d'autres investisseurs de s'engager » (article de Nabil WAKIM cité ci-dessus) ne semble pas relever du domaine de l'information. Les banquiers internationaux n'ont nul besoin d'être rassurés par la garantie de la France pour accorder des prêts à de tels projets. **{3b}** Ce que ces garanties permettent vraiment, c'est sans doute un taux d'intérêt un peu plus bas.

Notabene, le dernier rapport de Reclaim Finance sur les financements des opérations pétrolières en Arctique (ici) ne mentionne aucun financement d'État.

Par contre, les trois auteurs de cette tribune ne disent mot sur un autre aspect de la question: l'État est actionnaire de certaines entreprises parapétrolières, dont TechnipFMC et Vallourec (ici).

« Or, l'immense majorité des acteurs du secteur n'a pas entamé le début d'une reconversion et s'est entièrement tournée vers les hydrocarbures » (ici).

Prendre position sur ce dossier serait-il plus délicat qu'agiter sans conséquences réelles le chiffon rouge d'un prétendu gaspillage de l'argent du contribuable?

**{3a}** Concernant Jean-Marc JANCOVICI, il faut toujours se souvenir de ceci:

« Ne prenez jamais ce qu'il y a dans la presse comme une source opposable. [ ] La presse c'est la fin d'un téléphone arabe dont vous ne connaissez ni le nombre de maillons ni la qualité de la transmission entre chaque maillon ni la source de l'information pour le premier maillon de la chaîne. »

C'est la mise en garde qu'il a adressée à de jeunes étudiant(e)s de Sciences Po le 29 août 2019 (sur YouTube,<sup>ici</sup> à partir de 28:20), leur inculquant que les seules sources fiables sont les publications validées par un comité de rédaction scientifique. Or, dans cette leçon inaugurale, J.-M. JANCOVICI instrumentalise au moins deux graphiques corrects et intéressants pour en tirer deux conclusions biaisées. Il est vrai que ses vidéos ne sont pas des publications validées par ... voir ci-dessus!

Notons que, en bonne ligne avec ses ressassements simplistes contre la presse et la démocratie, J.-M. JANCOVICI n'a visiblement aucune gêne à utiliser en un sens négatif l'expression « téléphone arabe ». (J'ai connu des colons français qui le trouvait efficace.)

**{3b}** Dans son rapport *Terra progress report 2020* (<sup>ici</sup>), la banque ING, qui projette de ne réduire son portefeuille de prêt à ce secteur que de 19% de 2019 à 2040, indique que ses projections sont

« in accordance with the portfolio financing trend indicator which applies the IEA SDS scenario production reduction trends as a proxy for the rate at which portfolio financing should reduce. [ ] Our Terra commitment for fossil fuels is calibrated to the SDS. The SDS starts from an assumption of Paris Agreement success in the mid-century and backcasts to the present day. It sets out the energy transition pathway of what would need to be done to achieve Paris Agreement alignment in the most realistic, economic and socially responsible way. »

Sur le scénario de l'Agence Internationale de l'Énergie mentionné ici par l'ING, voir IEA 2019<sup>ici</sup>. (Depuis lors, cette organisation a changé son fusil d'épaule, mais c'est un autre débat... **{3c}**, et l'ING de même **{3d}**.)

Les baisses répétées des prix des hydrocarbures depuis 2008 ont contraint les États et les compagnies pétrolières du Golfe à s'endetter fortement. Or, les crédettes ont afflué, partageant visiblement leur vision d'un *peak oil* vers 2030 ou même plus tard encore. En 2020,

« Bond issues in the region have already hit US\$100 billion, exceeding the previous record amount of bonds issued in 2019. [ ] One of the latest issuers is none other than the biggest oil company in the world, Saudi Arabia's oil giant Aramco, which raised this week as much as US\$8 billion in multi-tranche bonds. Aramco is tapping the international U.S.-denominated bond market for the second time in two years, after last year's US\$12 billion bond issue in its first international issuance, for which it had received more than US\$100 billion in orders » (PARASKOVA 2020<sup>ici</sup>).

**{3c}** *Le Monde* nous explique que « la majorité des économistes et la Commission de Bruxelles estiment que, pour aller plus loin [dans la transition énergétique], il faut augmenter le prix des carburants fossiles » (<sup>ici</sup>). Et l'Agence Internationale de l'Énergie, dans la foulée des belles intentions irréalistes du nouveau président états-unien, avait publié un beau scénario de décarbonisation qui avait fait bien rire les moins naïfs. Surtout, l'Europe devait arrêter de compter sur le gaz russe.

Mais quand les prix des hydrocarbures remontent vers le niveau d'il y a quelques années, « les Occidentaux demandent aux Russes d'ouvrir les vannes » (<sup>ici</sup>).

Excellent pour la crédibilité! [ D'autant qu'ils avaient été prévenus, ces bouffons! (<sup>ici</sup>) ]

**{3d}** Dans son *Terra progress report 2020* du 8 octobre 2020, l'ING prévoyait de réduire ses financements au secteur pétro-gazier de 2,6% de 2021 à 2030 (les faisant passer de 3,986 à 3,883 milliards d'euros: <sup>ici</sup>, p. 23). Le 16 septembre 2021, l'ING a annoncé accélérer son désengagement de ce secteur à raison de -12% en 2025 (par rapport à 2019) et promet très fort: « we'll work on the steps and intermediate targets that are needed to get us on the more ambitious net-zero pathway. We aim to do this for all sectors in scope for Terra by the end of 2022 » (<sup>ici</sup>) – en attendant, juste assez pour que Les Amis de la Terre, Greenpeace etc. puissent affirmer avoir obtenu quelque chose. Le patronat va intégrer les organisations de « climato-activistes » comme il a intégré les syndicats de salariés sur la base d'un peu de « grain à moudre » en échange du contrôle des militants.

{4} Dans une soi-disant chronique du 3 octobre <sup>(ici)</sup>, Stéphane FOUcart rabâche le catéchisme décroissantin en citant l'Agence européenne pour l'environnement (EEA) :

« À aucun moment de l'histoire récente le PIB n'a grimpé en même temps que l'empreinte de l'humanité sur son environnement chutait. Au point, dit l'EEA dans sa note, que « le découplage entre la croissance et la consommation de ressources pourrait être impossible ». La « croissance verte » pourrait n'être rien d'autre qu'un mythe – qu'il faudrait sans doute qualifier de « fake news » si l'on prenait au sérieux les lois de la thermodynamique. »

De façon caractéristique, son texte réduit le sujet à l'antinomie binaire croissance/climat de façon à imposer la décroissance comme la seule conclusion possible :

« Les rares périodes de diminution de l'impact de nos activités coïncident avec les crises économiques – autrement dit de la récession pour les uns, ou de la décroissance pour les autres. »

Sauf que pour « les uns », cela signifie aussi le chômage de masse pendant que pour la plupart des « autres », c'est une promesse de plein emploi ! La « croissance verte » est très vraisemblablement une promesse qui ne peut pas être tenue, mais le plein emploi d'une « économie verte » est une promesse « à la Pasqua ». À l'extrême rigueur, cela pourrait se concrétiser comme l'aurait exprimé, selon un lecteur qui commente ladite « chronique », J.-M. JANCOVICI à un journaliste radio : « Vous êtes journaliste, c'est cela ? Eh bien, vous serez plutôt ramasseur de patates » ; mais le journaliste ne l'accepte ni pour lui-même ni pour ses éventuels enfants. Et les propagandistes de la décroissance non plus, même s'ils prétendent être contre les inégalités sociales...

Et après avoir cadré la discussion dans la structure croissance/décroissance, FOUcart attribue le succès de l'idée de croissance au pseudo fait que « L'idée d'un monde économiquement stationnaire nous est impensable » ; or, les décroissantins ne proposent pas du tout un « monde économiquement stationnaire » que bien des gens seraient prêts à accepter : ce tour de bonneteau est pervers.

Non moins caractéristique est son accusation de « révisionnisme de bas étage » contre des candidats écologistes à l'élection présidentielle qui eux sont allés au contact d'électeurs craignant leur déclassement, au lieu d'écrire une pseudo « chronique » en reprenant la rhétorique de ces bureaucrates staliniens qui, restant dans la « douce France », enrôlaient des militants naïfs pour les envoyer au front de la guerre civile espagnole.

Cette « chronique » manipulatrice n'est qu'une tribune masquée derrière de nombreux verbes au conditionnel qui ne trompent personne. Crédibilité ? Zéro pointé.

Elle rappelle la tribune du 24 septembre dernier de François JARRIGE, tellement imbu de son bréviaire qu'il n'hésite pas à écrire : « La décroissance n'est ni un programme d'action précis ni même une théorie, mais une aspiration... » <sup>(ici)</sup>, confirmant à son insu l'im maturité et l'irresponsabilité sociétale de cette mouvance.

{5} En juin dernier, la Federal Reserve prévoyait pour l'année en cours une inflation de 3,4% ; elle vient de corriger sa prévision en 4,2% <sup>(ici)</sup>, Table 1) – une erreur de 24% : c'est assez fréquent et inévitable, malgré son armée d'économistes patentés, certifiés, doctorisés, professorisés...

Le 30 janvier 2008, la Federal Reserve Bank of Cleveland prévoyait pour janvier 2009 un PIB en hausse de +2,6% <sup>(ici)</sup> ; en réalité, il descendit à -3,28% <sup>(ici)</sup> et pour les mois suivants, les prévisions n'étaient pas meilleures (sur le biais statistique qui mène à ces aberrations, voir YVAN DATTIER, « Bulles financières et conseils boursiers » <sup>ici</sup>, p. 24-26). L'auteur de cette prédiction malheureuse est PhD Economics de l'University of Rochester, a été « assistant professor of finance » à la Wharton School of the University of Pennsylvania avant de devenir « senior economic and policy advisor in the Research Department at the Federal Reserve Bank of Cleveland » <sup>(ici)</sup>.

Le 3 août 2021, la rubrique « GDPNow » du site de la Federal Reserve Bank of Atlanta prévoyait une croissance de 6,3% au troisième trimestre 2021, réduite à 0,5% au 19 octobre <sup>(ici)</sup>. [ Grâce à un modèle qui est un modèle du genre... ]

Multiplier les exemples serait inutile, la comédie prévisionnelle est de notoriété publique. Un cliché ancien compare les économistes aux météorologistes ; il faut y ajouter que depuis, la météorologie a fait des progrès, pas l'économie (*Say dixit, Bastiat dixit...*).

{6} Une incursion en politique économique a déjà été pratiquée par la banque centrale japonaise

en 2015. Non contente d'avoir acheté 52% du marché japonais des ETF d'actions, elle avait promis d'acquiescer des ETF à créer selon ses critères. Cela avait suscité les commentaires ultra-marchéistes suivants :

« **It's the same as if the Bank of Japan were buying individual stocks**, rather than pushing up the overall market », Yoshihiro Ito, chief strategist Okasan Online Securities said.

Ultimately, this may also be an attempt to forestall the inevitable. Remember, at the current clip (JPY 3 trillion per year), **Kuroda will own the entire Japanese ETF market by the end of 2017**. The only way out of that is to expand the pool of purchasable funds. Effectively forcing the creation of new, capex-specific ETFs thus kills two birds with one stone: it gives the BoJ more purchasable assets and incentivizes companies to spend their cash in a way that's agreeable to Abe. Nevermind the fact that **this represents the central bank dictating what companies do with their money** » (DURDEN 2015).

Cette intervention technocratique a-t-elle aidé l'économie japonaise ?

Aussi bien la tribune dans *Le Monde* du chargé de campagne de Reclaim Finance <sup>(ici)</sup> que l'éditorial du *Monde* du 24 septembre <sup>(ici)</sup> exigent des banques centrales des mesures de lutte contre le réchauffement climatique en faisant comme si celle-ci faisait partie de leurs mandats. Il n'en est rien ! Comme l'écrit un lecteur du *Monde*, « une banque indépendante des politiques ne signifie pas une banque qui fait de la politique à la place des élus ». Une telle dérive technocratique n'est qu'une illusion supplémentaire d'une mouvance écologiste qui en sous-estime les dangers.

**[7]** Véronique CHOCRON, « La BCE alerte: ne pas agir pour le climat pourrait lamener l'économie européenne », *Le Monde* <sup>(ici)</sup>. Voici l'amorce: « La Banque centrale européenne (BCE) a publié, mercredi 22 septembre, les résultats de son premier stress test climatique. Sans mesures fortes, le PIB pourrait être, en 2100, de 10% inférieur à ce qu'il serait dans un scénario de transition ordonnée. »

Il est aussi à noter que l'article du *Monde*, trouvant le -10% de la BCE un peu léger, commence par un titre alarmiste et finit par le résumé d'un rapport aussi alarmiste que biaisé, publié le 10 juin dernier par l'Institut Rousseau et les ONG Reclaim Finance et Les Amis de la Terre <sup>(ici)</sup> – voir Loïc MANGUIER, « Pétrole, gaz naturel, finance et catholicisme » <sup>(ici)</sup>, Annexe A (p. 12-18).

Cela ne suffisant pas, *Le Monde* publie le lendemain un éditorial <sup>(ici)</sup> pour défendre la thèse de l'extrême gravité de la situation en reprenant les arguments contestables du rapport ici susnommé – sans le nommer. Il en reprend aussi – sans en indiquer la paternité – la proposition saugrenue de *bad bank* pour les actifs fossiles soi-disant financièrement toxiques (voir Loïc MANGUIER, *ibidem*).

Cet éditorial renvoie à un nouveau rapport, du 23 septembre, de Reclaim Finance sur les opérations pétro-gazières dans l'Arctique <sup>(ici)</sup> qui est important pour les faits qu'il rassemble, mais est instrumentalisé par *Le Monde* pour exiger de la BCE des mesures concrètes en faveur du climat.

Et un entrefilet renvoie à une tribune de Paul SCHREIBER, chargé de campagne de Reclaim Finance, qui non seulement est dans la ligne alarmiste (« Poursuivre au même rythme l'extraction des énergies fossiles est suicidaire ... ») est clairement d'une autre veine que les -10% de PIB de la BCE), mais aussi reprend la stratégie de communication du prétendu « peuple contre Shell » :

« Alors que l'insuffisance de la lutte contre le changement climatique est de plus en plus reconnue par les tribunaux comme un échec à garantir les droits humains, c'est aussi s'exposer à des poursuites » <sup>(ici)</sup>

– les tribunaux ? lesquels à part celui de La Haye dans un jugement qui n'indique en rien la possibilité de poursuites, bien au contraire (cf. Loïc MANGUIER, « Le peuple contre Shell », *vraiment ?* <sup>(ici)</sup>, 2<sup>e</sup> Ajout du 15 août 2021, p. 7). Menacer des foudres judiciaires parce que menacer des foudres divines fait maintenant rigoler ? Vaticâneries laïcisées. Interrogez donc les employé(e)s victimes de l'amiante sur les relaxes de leurs patrons. La dangerosité de l'amiante était connue dès l'Antiquité : vingt siècles d'obscurantisme au service du dieu Fric et ses adorateurs. Et l'hypocrisie continue...

Cela fait déjà quelques décades que des prétendus écologistes rêvent de faire peur à l'humanité entière sans comprendre les raisons de leur échec. Nous ne sommes plus en des temps où les prêtres affolaient des foules avec des mensonges éhontés [ quoique... Rwanda... ].

Est-ce un hasard si la menace d'une crise financière grave qui serait due aux actifs financiers

fossiles taxés toxiques sur des bases douteuses, a été lancée dans un rapport <sup>(ici)</sup> dont le premier auteur est un jésuite qui commence un entretien économique <sup>(ici)</sup> par une promotion de l'*Apo-calypse de Jean*, l'un des textes préférés des millénaristes prétendument chrétiens?

{8} Un commentaire d'un lecteur est aux petits oignons: « Absurde de projeter un effet BIP en 2100. Déjà, les économistes ne savent pas projeter correctement le BIP d'une année sur l'autre. Ensuite, les paramètres faisant évoluer le BIP vont tous changer d'ici 2100, pas juste le climat. Il suffit de comparer les économies 1800, 1900, 2000 pour voir que dans une économie moderne fondée sur l'innovation, la projection des courbes est vaine. De surcroît, le résultat est assez minable: perdre 10% de BIP en 3 générations est tout sauf un drame (ce ne sont pas les décroissants qui diront le contraire...), donc cela incite plutôt à une conclusion du genre « si c'est cet éventuel effet de petite déprime à horizon 80 ans, on ne va pas en faire un plat ». » <sup>(ici)</sup> Pas mieux!

{9} Voir Loïc MANGUIER, « « Le peuple contre Shell », vraiment? » <sup>(ici)</sup>.

## SOURCES CITÉES

### RAPPORTS / ANALYSES ...

- 2019.12.04 INTERNATIONAL ENERGY AGENCY, « Introducing the Sustainable Development Scenario », [iea.org](http://iea.org) <sup>(ici)</sup>
- 2020.10.08 ING, *Terra progress report 2020* <sup>(ici)</sup>
- 2021.06.10 GIRAUD, Gaël & al., *Actifs fossiles, les nouveaux subprimes? Quand financer la crise climatique peut mener à la crise financière*, [institut-rousseau.fr](http://institut-rousseau.fr), 34 pp. <sup>(ici)</sup>
- 2021.09.23 RECLAIM FINANCE, *Drill, baby, drill. How banks, investors and insurers are driving oil and gas expansion in the Arctic*, 46 pp. <sup>(ici)</sup>
- 2021.09.23 DATTIER, Yvan, « Bulles financières et conseils boursiers », [ecoqc.site](http://ecoqc.site), 52 pp. (date de mise à jour) <sup>(ici)</sup>
- 2021.09.23 MANGUIER, Loïc, « Pétrole, gaz naturel, finance et catholicisme », [ecoqc.site](http://ecoqc.site), 30 pp. (date de mise à jour) <sup>(ici)</sup>
- 2021.09.23 CITRONNIER, Luc, « Trains à hydrogène et couts fumants », [ecoqc.site](http://ecoqc.site), 33 pp. (date de mise à jour) <sup>(ici)</sup>
- 2021.09.25 MANGUIER, Loïc, « « Le peuple contre Shell », vraiment? », [ecoqc.site](http://ecoqc.site), 11 pp. (date de mise à jour) <sup>(ici)</sup>

### STATISTIQUES

- 1947–2021 *Real Gross Domestic Product, Percent Change from Year Ago* <sup>(ici)</sup>
- 2006–2021 FEDERAL RESERVE BANK OF CLEVELAND, « Yield-Curve-Predicted GDP Growth », rubrique mensuelle <sup>(ici)</sup>
- 2021.10.19 FEDERAL RESERVE BANK OF ATLANTA, « GDPNow » <sup>(ici)</sup>

### PRESSE

- 2015.08.30 GARABEDIAN, Alexandre, « Coface transfère à Bpifrance la gestion des garanties publiques à l'export », *L'AGEFI Quotidien* <sup>(ici)</sup>
- 2015.12.20 NAKAMURA, Yuji & Yuko TAKEO, « The Bank of Japan's \$2.5 Billion Plan to Buy Non-Existent ETFs », *Bloomberg* <sup>(ici)</sup>
- 2015.12.21 DURDEN, Tyler, « The BoJ Just Promised To Buy \$2.5 Billion In Make-Believe ETFs: What It Means For Japanese Corporates », [zerohedge.com](http://zerohedge.com)
- 2017.04 EL-HAI, Jack, « In 1975, Newsweek Predicted A New Ice Age. We're Still Living with the Consequences », *Longreads* <sup>(ici)</sup>
- 2020.11.12 GIRAUD, Gaël, Jean-Marc JANCOVICI & Laurence TUBIANA, « Réchauffement climatique: « Développer des projets pétroliers et gaziers reviendrait à verrouiller l'économie mondiale dans la dépendance aux hydrocarbures » », *Le Monde* <sup>(ici)</sup>
- 2020.11.12 WAKIM, Nabil, « Climat: le timide plan de la France pour diminuer son soutien aux énergies fossiles », *Le Monde* <sup>(ici)</sup>

- 2020.11.19 PARASKOVA, Tsvetana, « Middle East Oil Producers Are Drowning In Debt », oilprice.com ([ici](#))
- 2021.09.16 ING, « ING publishes first integrated climate report », ing.com ([ici](#))
- 2021.09.22 FEDERAL RESERVE SYSTEM, « Summary of Economic Projections » ([ici](#))
- 2021.09.23 CHOCRON, Véronique, « La BCE alerte: ne pas agir pour le climat pourrait lamener l'économie européenne », *Le Monde* ([ici](#))
- 2021.09.23 SCHREIBER, Paul, « Agir contre le dérèglement du climat devrait être un élément central de la stratégie de toute banque centrale », *Le Monde* ([ici](#))
- 2021.09.24 ESCANDE, Philippe, « La majorité des économistes estiment que, pour aller plus loin, il faut augmenter le prix des carburants fossiles », *Le Monde* ([ici](#))
- 2021.09.24 JARRIGE, François, « La décroissance n'est ni un programme ni même une théorie, mais une aspiration », *Le Monde* ([ici](#))
- 2021.09.24 LE MONDE, « Transition écologique: le risque climatique est aussi un risque financier », *Le Monde* ([ici](#))
- 2021.09.24 PÉCOUT, Adrien, « Flambée des prix de l'énergie: les Occidentaux demandent aux Russes d'ouvrir les vannes », *Le Monde* ([ici](#))
- 2021.10.03 FOUICART, Stéphane, « La « croissance verte » pourrait n'être rien d'autre qu'un mythe, qu'il faudrait sans doute qualifier de « fake news » », *Le Monde* ([ici](#))

#### SITES

- 2021.09.23\* FEDERAL RESERVE BANK OF CLEVELAND, curriculum Joseph G. HAUBRICH
- 2021.09.26\* WIKIPEDIA: Gaël GIRAUD ([ici](#))
- 2021.09.26\* WIKIPEDIA: Laurence TUBIANA ([ici](#))

\* date de consultation

#### VIDÉOS

- 2019.03.20 GIRAUD, Gaël, « Tsunami financier, désastre humanitaire? », Thinkerview ([ici](#))
- 2019.08.29 SCIENCES PO, Leçon inaugurale de Jean-Marc JANCOVICI – rentrée 2019 campus de Paris ([ici](#))